

FINANCES

BANQUES & FONDS D'INVESTISSEMENTS



L'édito du président de FdMM
Jean-Daniel CHAOUÏ

Écho de
L'I&P



Écho de
L'INSCAE



Écho de
L'ISCAM



Startup
Afrik à table



Concept à la une
Les micro-finances



Rencontre avec
Le gret



Ecologie
Finance verte



On en parle
Jessy Avila



Rubrique santé
Sport et santé sur ordonnance



Lu pour vous
Crime et châtime



INVITÉ N°1 TECHNOLOGIE



Cameroon Tracking

INVITÉ N°2

FINANCES



Réseau d'institution de microfinances

Le billet des entreprises est un bimensuel numérique, spécialisé dans l'économie.

Planète



**France
Madagascar**

Planète France Madagascar

COURRIEL : planete.france.madagascar@gmail.com

PAGE FACEBOOK : [@pfm.planete](https://www.facebook.com/pfm.planete)

Propriété Saint Denis
près de Malagasy Minéral
Ambatofotsy AMPANDRIANOMBY
BP 203 Antananarivo 101
(+261) 0 20 22 597 96

Demande de Visa

Mariage

Conseils

Lettre collaborative

Renseignements

Informations

Scolarité

Etat-civil

Certificat de Nationalité Française

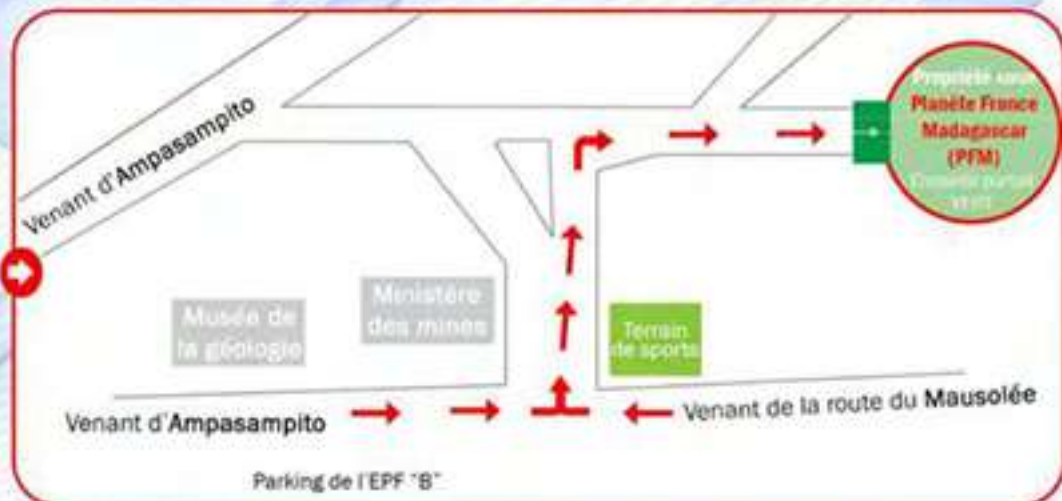
Formation

Transcription d'acte

Billet des entreprises

Bourses scolaires

**Plan d'accès au local
d'Ampandrianomby**







Jean-Daniel CHAOU

Président de Français du Monde Madagascar
Conseiller des Français à Madagascar

La situation économique reste tendue et incertaine, du fait des conséquences attendues de la guerre en Ukraine sur le commerce mondial et le coût de l'énergie. L'augmentation importante du prix du baril de pétrole va entraîner mécaniquement une hausse des prix à la pompe, hausse qui se répercutera sur le coût du transport et les prix des denrées de premières nécessités. Les mois qui viennent seront compliqués.

L'amélioration de la situation sanitaire à Madagascar est patente. Elle devrait entraîner rapidement un retour à la normale s'agissant du transport aérien et des conditions d'entrée dans la Grande île. Les mesures prises ces jours-ci par le gouvernement restent timides et ne répondent pas aux attentes des opérateurs dans le secteur du tourisme. Chacun espère que les autorités décident rapidement de l'abandon de toutes les restrictions pour relancer un secteur touristique exsangue.

Les cyclones et dépressions à répétition ont mis à rude épreuve les populations de la côte Est dont les régions furent dévastées à plusieurs reprises. Le Billet des entreprises s'associe à la collecte lancée par l'association « Planète France Madagascar (PFM) ». Je me déplacerai prochainement à Manakara et Mananjara en compagnie de Marc Boulnois, Président de PFM, pour apporter un soutien moral et quelques secours.

L'actualité n'est pas des plus heureuses mais demain sera un autre jour !

Jean-Daniel Chaoui, Responsable de la publication

Le 06 / 03 / 2022

* Versement Orange Money compte spécial 032 38 023 51.

* Versement BMOI compte 03405320101 clé 09

IBAN MG46 0000 4000 0803 4053 2010 169

Titulaire du Compte Planète France Madagascar

PFM est une association d'intérêt civique à but non lucratif non subventionnée dont l'objet et l'assistance administrative aux populations Française et malgache qui la sollicitent.

Pour mieux connaître :

Site PFM <https://planete-france-madagascar.mg>

Facebook PFM <https://www.facebook.com/pfm.planete>

CX-9

RAFFINEMENT ET PUISSANCE
POUR LA FAMILLE



mazda



oceantrade



Rue Dr Raseta Andraharo / Galaxy Village
Tel : +26134 11 303 05/ 06 / 07 / 08
information@oceantrade.mg / www.oceantrade.mg
Oceantrade Madagascar



Horaires d'ouverture :
du Lundi au Vendredi 8h à 12h
et 13h30 à 17h30
Samedi 8h à 12h

SOMMAIRE

FINANCES BANQUES ET FONDS D'INVESTISSEMENTS

PUBLICATION DE FDM MADAGASCAR

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Jean-Daniel CHAOUI

RÉDACTEURS

JDC - Edgard Toko
Nathalie

MARKETING - SERVICE COMMERCIAL

Nathalie

DIFFUSION

Ando - Nathalie
Edgard Toko

CONCEPTION

NONO Idriss

(00261) 22 597 96
(00261) 33 50 640 99

billetdesentreprises.fdmm
@gmail.com

Edito du Président de FDMM

Invité Spécial 1: Camtrack

Invité Spécial 2: La SMMEC

Rencontre avec : Le gret

DOSSIER SUR LA FINANCE BANQUE ET INVESTISSEMENT

Présentation du dossier

Concept à la une : Les micros-finances

Banque centrale

Banque mondiale

Fonds monétaire internationale

Les Banques à Madagascar

Les fonds d'investissements

Différents Fonds d'investissement

Les cryptomonnaies

Écho de l'I&P

Développement

Echo de l'ISCAM

Echo de l'INSCAE

Startup : *Afrik à table*

Ecologie : *La finance se met au vert*

Rubrique santé: *Sport Santé sur
Ordonnance*

On en Parle: *Jessy Avila un passionné
de peinture*

Lu pour vous: *Crime & châtiment*

Glossaire

Quiz

LA FIM C'EST PARTI !

**MÊMES TARIFS
QU'EN 2019 !**



**NOS CONSEILLERES A VOTRE DISPOSITION
034 07 212 43 - 034 07 212 44 - 034 07 212 46**

2022 LA REPRISE !



HABITAT 1
16-17-18-19 JUIN



HABITAT 2
20-21-22-23 Octobre

BAZARLAND
Destockage et Promotions
17-18-19-20 Novembre



INTERVIEW AVEC Mr BLAISE MELI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CAMTRACK MADAGASCAR

1. Mr blaise c'est quoi camtrack ?

R. Camtrack MADAGASCAR est une franchise de Camtrack groupe qui, lui est né en 2002 au Cameroun avec pour ambition de mettre en place les outils pour sécuriser les biens mobiles et fixes, pour réduire les risques d'accidents sur nos routes. Notre ambition première était de couvrir l'Afrique centrale ce qui a été fait. Nous avons dû étendre nos prestations, aujourd'hui nous sommes présents dans 15 pays africains et cela ne compte pas s'arrêter.

2. Pourquoi avoir choisi Madagascar ?

R. De prime abord je dirais que nous sommes arrivés à Madagascar par un coup du sort. Nous avons postulé à un appel d'offre internationale lancé par deux entreprises Malgaches et à l'issue de cet appel d'offre, Camtrack groupe a été retenu. L'une des contraintes liées au cahier de charges était l'installation d'un bureau physique ce qui a été fait à partir de juillet 2018. Alors la vision de camtrack est globale; c'est une vision à laquelle le groupe y attache du prix, déjà premièrement c'est grâce à nos solutions de réduire considérablement les risques d'accidents sur les routes malgaches, apporter notre expertise au vu de notre expériences dans nos différentes opérations pour le faire, ensuite permettre aux entreprises de réduire considérablement leur charges d'exploitation; ils perdent beaucoup d'argent sans le savoir car ils n'ont pas véritablement un outil perfectionné pour la gestion de leur parc logistique. Aujourd'hui nous apportons des solutions qui vont leur permettre de réduire les accidents sur leurs véhicules qui sont des investissements en plus de réduire leur charge d'exploitation.

3. Comment le marché Malgache accueille-t-il vos solutions proposées ?

R. Nos technologies sont des technologies avant-gardistes, nous ne faisons pas la même chose que tout le monde. Notre but est de faire bénéficier au peuple les retombées de la nouvelle technologie. Naturellement ils étaient un peu réticents à nos

outils qui sont assez modernes, ils n'avaient pas encore été confrontés à ces technologies. Le gros souci était la barrière d'entrée qui est le coût. Aujourd'hui nous avons des produits „Hitech“ qui valent un certain montant, et à ce sujet je peux dire que les consommateurs malgaches étaient habitués à un notre business model que ce que nous sommes venus proposer. Les solutions avant-gardistes, les solutions „hitech“ que nous proposons pour la sécurité routière, il est important de dire que nous vendons ces solutions mises à disposition. Sur ce point, le peuple malgache était réticent. Nous nous positionnons comme les intégrateurs de solutions, nous proposons à chaque société des solutions sur mesure liées à un problème précis et à leur domaine d'activité.

4. Comment avez-vous vécu la concurrence puisque vos services étaient plus améliorés ? comment a été l'intégration de Camtrack à Madagascar ?

R. Il y a certes la concurrence mais notre positionnement et notre vision ne nous permettent pas de les considérer comme des concurrents parce que nous ne faisons pas la même chose; il y a certes des similitudes, mais nous sommes très différents au niveau des services améliorés. Naturellement la concurrence ne pouvait pas accueillir favorablement nos services. Lors d'un salon auquel nous avons participé, un de nos « concurrents » nous disait que nous sommes arrivés 20 ans en avance et que Madagascar n'était pas prêt à accueillir des technologies que nous offrons à ce jour. Le monde aujourd'hui est devenu un petit village par conséquent nos solutions peuvent permettre aux automobilistes de conduire en toute sécurité, nos routes sont devenues des mouroirs, pas parce que nous le voulons mais il y a des causes liées à ces accidents de la route que nous voyons tous les jours et nos solutions sont là pour répondre à ce besoin. Le gouvernement malgache à travers le ministère des transports a réagi favorablement à notre projet. Pour l'illustration, le ministère des transports lance un appel d'offre en 2019 pour la sélection des entreprises devant permettre la mise en place d'un système géolocalisation sur les axes

routiers, les routes nationales ainsi que dans les grandes villes ; à l'issue de cet appel d'offre qui au départ avait pratiquement 19 postulants, nous avons été reconnus avec une autre compagnie malgache. Camtrack a été retenu pour la mise en place de ce système sur les routes nationales. La phase pilote devait se passer sur la nationale numéro 2 où nous sommes déjà présents avec d'autres acteurs économiques du pays, c'est dire que le gouvernement sait ce que camtrack vaut et nous a fait confiance sur la base de la compétence et de notre savoir-faire, parce que je peux vous assurer que j'ai participé de bout en bout à cet appel d'offre et je tire un coup de chapeau à l'ancien ministre qui, à son niveau a suivi de bout en bout tout le processus afin qu'il soit transparent et que le meilleur puisse être retenu, ce meilleur en terme de qualité était Camtrack Madagascar.

5. Installé à Madagascar depuis bientôt quatre ans quels sont les chiffres de Camtrack ?

R. Camtrack Madagascar est à environ 2000 objets connectés. Nous nous positionnons comme des intégrateurs de solutions. Nous allons dans différentes entreprises concevoir une solution en fonction de leur problèmes spécifiques en terme de gestion des équipements à distance (groupes électrogènes, stations-services, etc...) La pandémie mondiale du Coronavirus a été un frein à notre développement, je dirais tout simplement que si nous n'avions pas eu ce frein le Target de camtrack en fin 2021 devrait être à environ 5000 objets connectés. La reprise est vraiment timide et on espère que nous arriverons à nos objectifs qui nous étaient assignés au départ en arrivant dans ce pays.

6. D'après nos recherches vous êtes très prêts de la jeunesse, quel est donc le positionnement de camtrack Madagascar vis-à-vis de cette jeunesse montante là ?

R. Nous croyons à la jeunesse, nous savons que la jeunesse est fer de lance d'une nation et donc, le pourcentage de recrutement des jeunes est très élevé à camtrack groupe. La moyenne d'âge de recrutement à Madagascar est de 25 ans, c'est vous dire que nous savons quelle est la position de la jeunesse et naturellement permet à cette jeunesse là de l'accompagner dans ses projets. Nous avons mis à Madagascar des mécanismes de stage pour accompagner cette jeunesse car nous gardons à l'esprit que la technologie de demain doit

être transmise aujourd'hui et nous misons sur eux pour le développement de l'entreprise. À Madagascar particulièrement nous misons sur nos ressources nationales et la formation; l'un de nos objectifs c'est de passer la main à cette compétence nationale et les accompagner dans notre vision.

7. comment peut-on retrouver Camtrack ?

R. Nous sommes disponibles sur Facebook avec le nom de l'entreprise, nous avons un site web. Et physiquement nous sommes situé à Andraharo dans la même enceinte que l'imprimerie nouvelle, vous pouvez avoir nos différents contacts sur notre site web et notre page Facebook. Pour mon mot de fin je dirais ceci : les entreprises qui doutent encore de l'efficacité de *Camtrack* je puis vous rassurer que ceux qui ont fait le choix de faire chemin avec nous aujourd'hui beaucoup sont venus par curiosité et sont restés par conviction. Nous avons des solutions avant-gardistes allant du GPS classique, des caméras embarqués, du système de driver fatigue qui est un système d'intelligence artificielle qui fait de la prédiction. Tous ces systèmes permettent aux entreprises qui veulent prospérer demain d'être assez efficaces dans la gestion de leur environnement logistique. J'appelle ceux-là qui hésitent encore à nous rejoindre et je leur dis avec conviction qu'ils ne seront pas déçus. Je vous remercie.

EDGARD TOKO



BLAISE MELI
DG de CAMTRACK MADAGASCAR

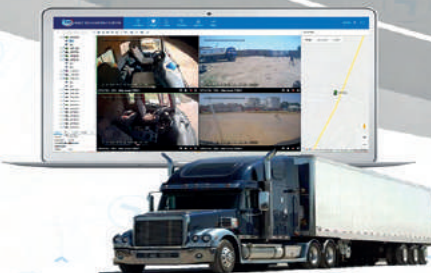
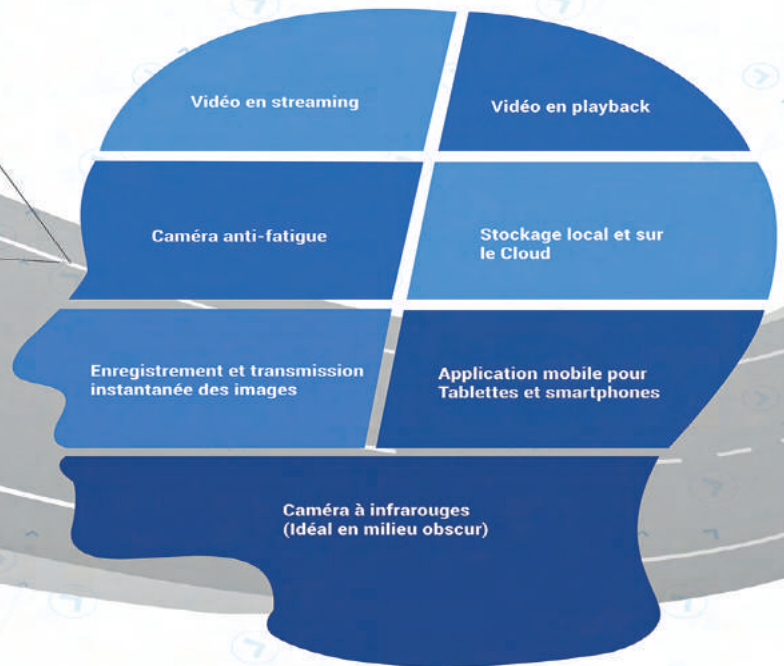


La sécurité sur les routes,
une affaire de comportement.



TABLEAU DE BORD

Pour analyser et gérer les comportements de conduite.



VIDEO EMBARQUEE

Pour garder un œil sur le comportement du chauffeur et son environnement.



CAMTRACK MADAGASCAR

101 rue du Docteur Raseta Andraharo Analamanga

101 Antananarivo Renivohitra.

Tél : +(261)32 030 59 06

Email : sales@camtrack.net

Site Web : www.camtrack.net



« Des solutions sur mesure à portée de main »

Interview de Monsieur **RANDRIAMALALA Andriamarosolo Romuald** **Directeur Général de la SMMEC** (Société Malagasy Mutualiste d'Épargne et de Crédits)

1. D'où vient la SMMEC ?

R. Le nom de la SMMEC a apparu récemment mais en réalité nous existons depuis une vingtaine d'années sous le nom de « OTIV TANA ». Nous avons décidé de changer de nom à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'OTIV TANA pour faire un rebranding afin de marquer la célébration de cet anniversaire et plus loin, de réaliser la vision de l'institution qui a voulu couvrir tout le territoire national. Surtout, nous souhaitons éviter toute confusion avec les autres OTIV présentes dans le pays. Pour information, chaque OTIV étant indépendante depuis le début, En effet, chaque OTIV étant aujourd'hui indépendante, la confusion étant latente. OTIV TANA, en devenant la SMMEC prend son identité.

2. Quelles sont les changements qui vont se faire du fait du passage du statut de mutuelle en société anonyme d'après la nouvelle loi des finances sur la microfinance ?

R. Le Changement de statut juridique attend encore le décret d'application sur la gouvernance. Nous changeons de statut juridique, ce qui entraînera un changement de gouvernance. Il y aura le statut de Société anonyme concerne uniquement la structure faîtière. Les agences affiliées garderont le statut de mutuelle. des actionnaires majoritaires et nous aurons l'obligation de respecter le statut de la société. En tant que mutualiste, ce sont les membres qui sont actionnaires sociétaires de l'institution, mais en tant que société anonyme, ce sont des particuliers les agences affiliées qui sont actionnaires. Mais, pour nous En effet, ça sera les représentants des agences affiliées qui vont constituer le conseil d'administration. Les réflexions sont en cours cours'agissant du changement de statut.

3. Quelle est votre place dans le paysage financier de Madagascar ?

R. Tout d'abord notre mutuelle intervient dans le milieu urbain et rural, ce qui nous différencie des banques, car elles n'interviennent que dans les milieux urbains. Aussi en activités microfinance, nous finançons toutes les activités génératrices de revenus ainsi que des activités agricoles (pêche, élevage, agriculture, etc...). Nous pouvons débloquent des crédits jusqu'à 300.000.000 Ar pour encourager l'entrepreneuriat. Notre vision est de rester dans la microfinance parce que nous avons une double mission : une mission économique mais aussi sociale et nous tenons à ce deuxième volet de notre engagement.

4. Avez-vous le fonctionnement d'une banque ?

R. Avec la nouvelle loi sur la microfinance, les institutions de microfinance fonctionnent presque comme les banques, nos clients disposent de numéro de compte, nous octroyons de crédit, collectons de l'épargne, faisons de transfert d'argent, faisons des opérations déplacées, etc. Nous n'avons pas ce fonctionnement là ! Nous avons des numéros de comptes, mais Seulement, nous ne sommes pas autorisés à émettre des chèques, ni des cartes bleues, ni des opérations en devises. Chez SMMEC, Les clients peuvent déposer leur argent et faire des retraits, ils peuvent ouvrir des comptes, des dépôts à terme (déposer de l'argent et être rémunérés), ils peuvent aussi faire des dépôts progressifs rémunérés (plan d'épargne). Nous n'avons que le compte courant qui n'est pas rémunéré.

5. Vous faites des prêts à des taux plus intéressants que les banques puisque vous êtes mutualistes ?

R. Nous pouvons octroyer des crédits avec un taux

raisonnable par rapport aux autres car c'est notre rôle social: accompagner les entrepreneurs, et c'est l'avantage d'être mutualiste. Nous pratiquons un taux de 1,5% par mois ce qui fait 18% par année. C'est parmi le meilleur taux que je connaisse actuellement au niveau des institutions et des microfinances; au niveau des banques c'est différent car ils ont la possibilité d'emprunter au niveau de la Banque Bankycentrale Foiben'ide Madagascar. Pour, l'emprunt auprès de la Banque centrale est possible, mais le processus est très un peu compliqué.

6. C'est quoi l'éducation financière ?

R. C'est un processus qui entre dans le domaine social, cela nous permet de donner une formation à nos membres pour les aider à mieux gérer les crédits qu'ils prennent chez nous, à mieux gérer leurs ressources financières afin d'augmenter leur épargne. C'est vraiment toute une formation et un suivi très important et formateur rapproché auprès de nos membres. Nous le faisons à travers des conférences et des supports vidéos pratiques et accessibles à tous nos membres. Nous avons ce souci de porter une éducation financière.

7. Nous avons remarqué que vous avez aussi une mutuelle santé. Pouvez-vous nous présenter ce dispositif ?

R. Oui nous avons mis en place cette structure afin d'aider nos membres dans le cadre de notre mission sociale, en plus de la mission économique visant à améliorer leur niveau de vie via le développement de leur activité. Ce qui permettra de réduire le risque de non remboursement en cas de maladie des membres ou de leur famille.

Notre mutuelle de santé Harena est vieille de 10



16 Agences, 137 points de ventes et 13 Agents Bancaires (SMMEC Flash)

**14 régions, bientôt 15 régions, 300 770 membres
Plus de 750 employés et près de 90 administrateurs élus**

**Via Orange Money (Wallet to Bank)
Dépôt de l'épargne et remboursement des prêts**

**Avec la SMMEC "Vola Tsara tantana, Hoavy milamina",
"Argent bien géré, avenir sûr"**

ans déjà et plus de 50.000 familles ont bénéficié d'une prise en charge médicale. Actuellement cette mutuelle santé compte plus de 17.000 membres soit 17.000 familles et 90.000 bénéficiaires personnes couvertes. En effet cette prise en charge, à hauteur de 60%, sera allouée non seulement aux membres mais aussi à leur famille respective en payant des cotisations annuelles. Elle est également ouverte aux non-membres. Les entreprises privées peuvent y inscrire leur personnel. Des soins de santé de qualité et de proximité sont en même temps offerts grâce à notre collaboration avec plus de 300 prestataires dont entre autres : 50 centres et cliniques, 20 CSB, 29 hôpitaux, 136 médecins, 12 pharmacies des hôpitaux, 48 pharmacies, 24 dépôts des médicaments, 4 dentistes, 6 ophtalmologues, et 1 prestataire d'examen complémentaires. Nous en faisons bénéficier tout le monde, même les marchands ambulants, ou les marchands de légumes et les paysans.

Monsieur le Directeur, je vous remercie pour cette présentation et tous nos vœux de prospérité à la SMMEC.

EDGARD TOKO



**RANDRIAMALALA Andriamarosolo
Directeur Général de la SMMEC**

Chez nous, gouverner
c'est EPARGNER...

3.5 à
6.5%

- Disponible en tout temps
- En évolution
- Frais de gestion le moins cher

...et prévoir
c'est penser à sa santé!



- Consultations médicales générales
- Achat de médicaments
- Hospitalisation
- Examens complémentaires

60%
pris en charge
pour toute la famille

020 22 290 68/69

smmec@smmec.mg

www.smmec.mg



Célébration du 10^{ème} anniversaire de la Mutuelle de Santé HARENA



SMMEC
Société Malagasy Mutualiste d'Épargne et de Crédit

Epargne | Crédit | Education financière |

Mutuelle de santé | Finance digitale |

Mobile banking

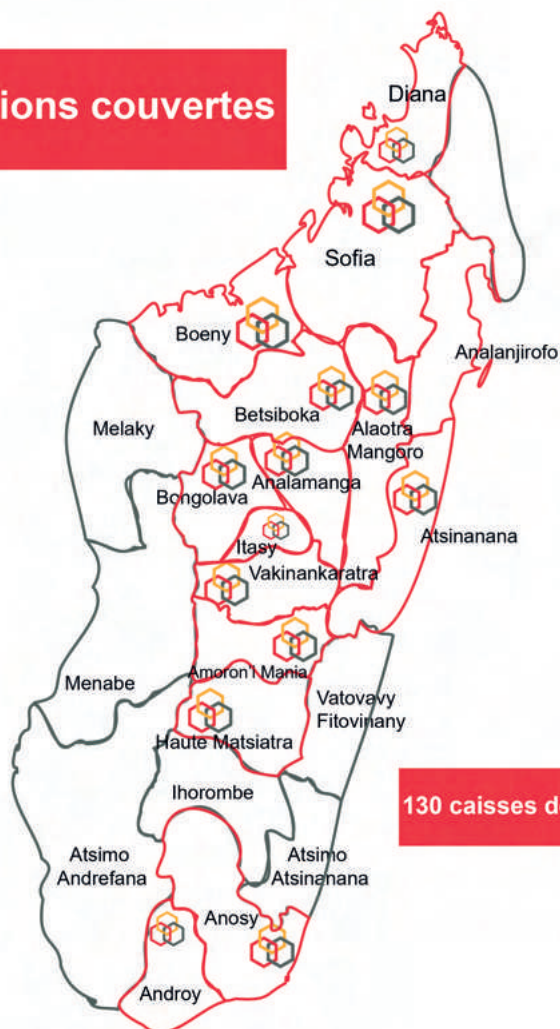
«Vola tsara tantana, hoavy milamina»



Plus de 500 collaborateurs
au service du développement



15 régions couvertes



130 caisses de service



Qu'est ce que le Gret ?

Le Gret est une ONG française de développement solidaire, qui apporte des solutions durables et innovantes au défi de la pauvreté et des inégalités. Présent à Madagascar depuis 1988, il intervient sur des domaines variés : agroécologie, nutrition, eau potable, assainissement, déchets, énergie, environnement,... tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Le Gret met en œuvre des actions innovantes, fondées sur une démarche d'expérimentation, et destinées à s'inscrire dans la durée.

Quelles sont les innovations que le Gret a développées à Madagascar ?

C'est le cas par exemple des produits fortifiés locaux qui permettent de prévenir la malnutrition. Ils ont été formulés par le Gret et sont distribués par Nutri'zaza : il y a la *Koba Aina*, une farine infantile qui est bien connue des mamans ; et plus récemment *Pobary Aina*, une barre de céréales chocolatée pour les enfants de 3 à 5 ans ; ainsi que *Aina Moosli*, un gouter pour les enfants d'âge scolaire.

Nous pouvons citer également les blocs agroécologiques dans le Sud Malgache. Ce sont des par-

celles sur lesquelles sont semées plusieurs espèces de plantes qui fournissent des aliments aux familles, du bois de chauffage (une ressource rare de combustible dans cette région déforestée) et du fourrage pour le bétail. Ces blocs créent un effet « oasis » protecteur contre l'érosion, et bénéfique pour restaurer la fertilité des sols. Ces blocs sont une solution d'avenir pour le Sud, de plus en plus confronté aux épisodes de sécheresse.

Toutes ces innovations sont conçues et mises en œuvre en partenariat avec des associations ou des entreprises sociales malgaches, pour qu'elles soient pérennes.

Comment le Gret travaille-t-il avec les entreprises ?

Nous impliquons très souvent le secteur privé dans nos actions, car si le produit ou le service est rentable, l'entreprise continuera à le vendre.

Par exemple nous mettons en place des réseaux d'eau potable ou d'électricité, ou des services de collecte de déchets, dont la gestion est confiée à des privés, en partenariat avec les communes concernées.

Nous travaillons avec des entreprises sociales. C'est le cas notamment de Nutri'zaza, qui distribue les produits fortifiés. Nutri'zaza commercialise la *Koba Aina* sous forme de bouillie dans les quartiers populaires de Tana et d'autres villes de Madagascar. La louche de bouillie est vendue à 300 Ariary, ce qui est abordable pour les familles de ces quartiers. C'est rentable pour Nutri'zaza, et ça permet d'apporter une alimentation équilibrée aux enfants.

EDGARD TOKO

www.madassistance.com

 MadAssistance

Correspondant à Madagascar:
NOSY BE



URGENCES 24/24
+261 32 05 099 99

Spécialisés dans la protection sociale et l'assistance aux personnes depuis plus de dix ans. Nous avons les solutions pour répondre à vos attentes. Quelle que soit votre nationalité, votre pays de résidence, que vous soyez touristes, expatriés, détachés ou diplomates.

Des contrats simples, clairs. Choisissez vous-même vos garanties en fonction de vos besoins. Tous nos contrats sont souscrits auprès de compagnies d'assurances et société d'assistance reconnues mondialement.

Nos garanties sont mondiales, grâce au réseau de prestataires de nos fournisseurs. APRIL INTERNATIONAL ASSISTANCE nous a confié l'organisation et la gestion des évacuations sanitaires pour Madagascar, les Comores et Mayotte.

Même si vous n'êtes pas assuré, nous pouvons intervenir. N'hésitez pas à nous contacter pour obtenir un devis



" FRAIS MÉDICAUX "

Package de garanties complètes (santé, assistance, bagages, responsabilité civile...)
Selon votre situation et budget, nous vous proposons l'assurance la plus adaptée.



"ÉVACUATION SANITAIRE"

Nous organisons, à la demande, de manière rapide et professionnelle, tout type de rapatriement ou d'évacuation sanitaire vers n'importe quelle destination dans le monde.



"VOYAGE & SCHENGEN"

L'Assurance Visa Schengen vous couvre pendant toute la durée de votre séjour dans l'Espace Schengen.
Souscrivez en ligne avec une attestation Immédiate par mail..

Partenaires santé



NEXT by O.N.G.
Organisation Non Gouvernementale
Officielle de Madagascar



Siège Social
BP 657, Diego Suarez
MADAGASCAR
(261) 32 04 131 84
(261) 34 04 131 84

contact@madassistance.com
www.madassistance.com

Partenaires transport





Planète France, votre RÉFÉRENT NUMÉRIQUE
 L'association se propose d'être
 le référent numérique de ses membres.

Pour toutes vos **DÉMARCHES EN LIGNE**, nous
 nous proposons de vous assister et de
 vous aider à les effectuer en cas de
 difficulté.

Si vous êtes déjà adhérent et que vous
 souhaitez être assisté dans vos
 démarches, vous pouvez venir
 directement au siège de l'Association.
 Si ce n'est pas le cas, venez nous
 rejoindre, nous sommes là pour vous.

Propriété Saint Denis
 près de Malagasy Minéral
 Ambatofotsy AMPANDRIANOMBY
 BP 203 Antananarivo 101
 (+261) 0 20 22 597 96
 e-mail : planete.france.madagascar@gmail.com
 page Facebook : @pfm.planete



Partenariat associatif

Nouveau service à Français du Monde Madagascar :
 le service aux associations Français du Monde Madagascar (FdMM)
 propose un nouveau service s'adressant aux associations françaises
 ou étrangères œuvrant sur Madagascar.



FdMM propose un service d'accompagnement, de représentation, de conseil, d'audit et d'évaluation
 des actions entreprises par les associations ou partenaires implantés à Madagascar.

Notre sérieux et notre compétence sont un gage d'efficacité et de sécurité pour vos actions.

Adresse mail : contact1.francaisdumonde.mada@gmail.com

Téléphone : 020 22 597 96



Les services de microfinance proposent une gamme de produits financiers aux personnes exclues du système financier traditionnel ou formel. Ils impliquent généralement des résidents pauvres de pays en développement.

Plus généralement, la microfinance renvoie à une vision d'un monde où « le plus grand nombre de ménages pauvres ou assimilés ont un accès permanent à une gamme de services financiers de qualité adaptés à leurs besoins, incluant non seulement le crédit mais aussi l'épargne, l'assurance et le transfert de fonds ».

Plus strictement, la microfinance fait référence à de nombreuses institutions privées ou publiques. Dans cet article, les institutions de microfinance sont souvent appelées « IMF ».

Quels sont les enjeux de la micro-finance :

En règle générale, les banques ne fournissent pas de services financiers aux clients qui n'ont pas de revenu minimum. Pour gérer les comptes clients, ces banques doivent supporter des coûts fixes considérables qui ne dépendent pas du montant engagé. Il existe un seuil de rentabilité associé au crédit ou aux dépôts, ce qui signifie que la banque perd de l'argent lorsqu'elle négocie en dessous d'un certain montant. Les besoins financiers des pauvres sont généralement inférieurs à ce seuil.

De plus, les pauvres n'ont pas assez de produits de base à utiliser à titre de garantie. Même s'ils possèdent leurs propres terres, ils n'ont généralement pas de titres fonciers. Cela signifie que les banques ont peu de recours contre les emprunteurs défaillants. Cependant, les planificateurs nationaux comme les experts internationaux favorisent le développement d'un secteur bancaire commercial

spécialisé dans les transactions financières de grande valeur, ignorant souvent les services fournis aux ménages aux moyens limités, bien que ces catégories constituent la majorité de la population.

En raison de ces difficultés, lorsque les pauvres doivent emprunter, ils doivent souvent se tourner vers leur famille ou vers des prêteurs locaux qui pratiquent des taux d'intérêt très élevés. Une synthèse de 28 études sur les taux de crédit informels dans 14 pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique a conclu que 76 % des prêteurs locaux factureraient des taux supérieurs à 10 % par mois, dont 22 % dépassaient 100 % par mois. Bien que ces prêteurs soient souvent stigmatisés et considérés comme des usuriers, leurs services sont accessibles, rapides et très flexibles lorsque les emprunteurs rencontrent des problèmes.

En principe, la microfinance peut couvrir toutes les méthodes visant à accroître l'accès ou à améliorer la qualité des services financiers disponibles ou utiles aux personnes les plus pauvres. Il est bien difficile de tracer une frontière bien nette qui distinguerait la microfinance d'activités similaires. On peut défendre la position selon laquelle un gouvernement qui mandate une banque d'État d'ouvrir des comptes pour les consommateurs à faible revenus, un prêteur qui pratique l'usure, ou une association comme Heifer International qui permet aux plus pauvres de pratiquer l'élevage et le jardinage en vue de leur subsistance, tous ces différents acteurs participent à la microfinance. Cependant, il est généralement admis que la microfinance consiste non pas à distribuer, mais à donner aux plus pauvres des moyens de gagner leur vie en leur donnant accès à des services financiers. Il est également admis que l'on règle d'autant mieux ce problème d'accès en adaptant autant qu'il le faut ces institutions financières à ses bénéficiaires et en développant la capacité de ces institutions.

EDGARD TOKO



BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR



La **Banque centrale** (ou banque des banques ou institut d'émission) d'un (ou de plusieurs) pays est une institution chargée par l'Etat (ou un ensemble d'États dans le cas d'une zone monétaire comme la zone euro) de décider d'appliquer la politique monétaire. Elle joue tout ou partie des trois rôles suivants :

- Assurer l'émission de la monnaie fiduciaire (ou monnaie banque centrale) et contribuer ainsi à fixer les taux d'intérêt ;
- Superviser le fonctionnement des marchés financiers, assurer le respect des réglementations du risque (ratio de solvabilité) des institutions financières (en particulier des banques de dépôts) ;
- Jouer le rôle de prêteurs en derniers ressorts en cas de crises systémiques.
- Assurer la stabilité monétaire en évitant d'intervenir dans les politiques de croissance économique et d'emploi.
- Intervenir au niveau de la politique de l'emploi

en baissant les taux directeurs et par là les taux d'intérêt des banques commerciales pour permettre une croissance économique plus élevée et baisser ainsi le chômage ou, au contraire, augmenter les taux afin de baisser la croissance et l'emploi en octroyant moins de crédits à l'économie.

Les objectifs de politique monétaire des banques centrales sont fixés par leurs statuts. Ces statuts varient, et fixent des objectifs qui peuvent inclure, en plus de la stabilité des prix, d'autres objectifs, comme la réduction du chômage. Les banques centrales peuvent chercher à atteindre l'objectif de relative stabilité des prix au moyen de plusieurs instruments, qui leur permettent de faire varier la masse monétaire en circulation dans le pays et le coût des crédits accordés aux particuliers et entreprises. Le principal instrument est la fixation des taux directeurs. Ces taux déterminent le coût pour les banques commerciales à se refinancer auprès de la banque centrale.

Les banques centrales mettent en œuvre la politique monétaire au moyen de différents éléments, comme :

- La fixation des taux directeur ;
- La fixation des niveaux de réserves obligatoires (RO) ;
- Les opérations d'ouverture du marché ;
- Les interventions sur le marché de change et gestion des réserves d'or

L'indépendance de la banque centrale a fait l'objet de nombreuses études depuis les années 1960, et la plupart conviennent qu'il existe une corrélation négative entre l'indépendance de la banque centrale et l'inflation.

EDGARD TOKO



La Banque mondiale, parfois abrégée en BM, est une institution financière internationale qui accorde des prêts à effet de levier aux pays en développement pour des projets d'investissement. Elle a été créée en juillet 1944 lors de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods.

La BM se compose de deux institutions: la **Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** et l'**Association internationale de développement (IDA)** pour lutter contre la pauvreté en fournissant une assistance, un financement et des conseils aux pays en difficulté.

La BM est un sous-ensemble du Groupe de la Banque mondiale, qui se compose au total de 5 organisations financières internationales :

- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- Association internationale de développement (IDA)
- Société financière internationale (IFC)
- Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)
- Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, (CIRDI).

La BM a son siège à Washington, donc Elle est dirigée par un Directeur Général et présidée par le Président du Groupe de la Banque mondiale. Tous deux sont élus par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. C'est l'une des agences spécialisées du système des Nations Unies (ONU). Chaque année, il publie des articles sur des sujets liés au développement dans son

rapport sur le développement dans le monde. C'est aussi un important employeur de chercheurs (environ un quart de ses 9 200 salariés sont titulaires d'un doctorat. C'est le premier prêteur public au monde. La BIRD est la principale agence de la Banque mondiale et compte actuellement 189 pays membres.

Rôle et missions :

Après la reconstruction de l'Europe et du Japon, ses actions ciblent progressivement les pays en développement, notamment les Pays les Moins Avancés (PMA), dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture, de l'industrie, de la santé... et plus récemment du climat et de l'environnement. La mission de la Banque mondiale est de soutenir des projets innovants ou à haut risque comme les opérations de reconstruction de zones dévastées par des conflits ou des catastrophes, ou encore la protection et l'adaptation au climat. Rien qu'en 2018, IFC a fourni environ 23 milliards de dollars d'aide aux pays en développement.

En plus des prêts qu'elle accorde, elle finance également des projets d'ONG et mène des recherches liées au développement de chaque pays. L'indice de développement humain (IDH) de la Banque mondiale mesure différents pays et régions géographiques. La BM travaille avec l'UNICEF sur des études thématiques sur l'eau et l'assainissement. Enfin, la BM, à travers sa Facilité de financement d'urgence en cas de pandémie, fournit des programmes d'assistance à court terme aux pays sous-développés touchés par des crises sanitaires ou bactériennes.

Les conditions d'aide : Elle accorde des prêts aux États membres en difficulté à des taux préférentiels. En contrepartie, elle requiert des mandats politiques appelés « politiques d'ajustement structurel », avec des conditionnalités comme limiter la corruption, maintenir l'équilibre budgétaire ou favoriser l'émergence de la démocratie.

EDGARD TOKO



Le **Fond monétaire international (FMI)** est une institution internationale regroupant 190 pays, dont le but est de « *promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté* ».

Le FMI a ainsi pour fonction d'assurer la stabilité du système monétaire international (SMI) et la gestion des crises monétaires et financières. Pour cela, il fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières mettant en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, marchés financiers) ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays.

Lors d'une crise financière, pour éviter qu'un pays ne fasse « défaut » (c'est-à-dire que ce pays ne puisse plus rembourser ses créanciers, voire ne plus payer ses dépenses courantes), le FMI lui prête de l'argent le temps que la confiance des agents économiques revienne. Le FMI conditionne l'obtention de prêts à la mise en place de certaines réformes économiques visant en principe à réguler la gestion des finances publiques (ingérence financière) et à établir une croissance économique équilibrée à long terme.

L'institution a été créée le 27 décembre 1945 et devait à l'origine garantir la stabilité du système monétaire international, dont l'effondrement après le krach de 1929 avait eu des effets catastrophiques sur l'économie mondiale. Après 1976 et la disparition d'un système de change fixe, le FMI perd l'essentiel de sa raison d'être et hérite d'un nouveau rôle face aux problèmes d'endettement des pays en développement et à certaines crises financières.

Rôle du système monétaire international :

Le rôle du système monétaire international est de

promouvoir l'orthodoxie monétaire afin de maintenir un contexte favorable à l'essor du commerce mondial, tout en accordant des prêts à certains pays en difficultés dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre. Le FMI est plus ou moins complémentaire des autres grandes institutions économiques créées à l'époque : la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, aussi appelée Banque mondiale) qui fut créée en même temps que le FMI, et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) signé peu de temps après.

Dans le cadre des prêts qu'il accorde, le FMI se doit de garantir auprès de ses contributeurs la bonne utilisation des fonds alloués à tel ou tel pays. Il ne s'agit pas seulement de retarder la crise par l'octroi d'une aide monétaire temporaire, mais de profiter du répit accordé par le prêt pour corriger les causes structurelles des difficultés économiques. Ainsi le FMI exige des emprunteurs qu'ils mettent en place les politiques économiques qu'il préconise : les « politiques d'ajustement structurel ». Finalement les trois grandes missions du FMI sont :

- D'accorder des prêts aux pays en difficulté financière ;
- De conseiller les États membres quant à leur politique économique ;
- D'apporter une assistance technique et des offres de formation aux États membres dans le besoin.

Parmi les mesures concrètes souvent exigées, on trouve l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au commerce international, la libéralisation du marché du travail et la réduction du poids de l'État, c'est-à-dire la privatisation de nombreuses entreprises. L'économiste anglais John Williamson a regroupé l'ensemble de ces idées sous le terme de « consensus de Washington », en soulignant qu'elles sont partagées par la plupart des grandes organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce...) dont la plupart ont leur siège à Washington.

EDGARD TOKO

INTRODUCTION

Le système bancaire malgache est entièrement privatisé depuis 1998-1999. L'État se retire, ne conservant que des participations minoritaires dans certaines banques. Des investisseurs privés malgaches (grands et petits opérateurs) sont également présents dans certaines de ces capitales, mais toutes les grandes institutions sont majoritairement étrangères.

La Banque centrale de Madagascar recense 11 banques locales, 7 institutions financières et 29 institutions de microfinance. Cela est dû en grande partie au fait que certains réseaux ont un établissement par région (par exemple 5 OTIV).

Sur les 11 banques locales, seules 4 sont des banques dépositaires, avec un réseau d'agences relativement dense, représentant 90% du marché bancaire. D'autres sont essentiellement des banques commerciales, généralement à une ou deux succursales seulement.

LES BANQUES DE MADAGASCAR

- **BANQUE AFRICAINE DE MADAGASCAR (BOA)**

La Banque Africaine de Madagascar a été créée le 18 novembre 1999, lorsque le Groupe Banque Africaine a repris les opérations de l'ancienne

banque nationale BTM. Son activité est une banque commerciale tournée vers le public. Depuis sa création, ses activités et ses résultats n'ont cessé de progresser. Elle dispose du réseau le plus dense du pays, avec 83 agences et un centre d'affaires.

- **BNI Madagascar**

BNI Madagascar dispose de 82 agences dont 29 sont situées à Antananarivo1.

La banque est une ancienne filiale du Crédit Agricole, propriété du groupe Axians. Fondée en 1919, c'était la première banque malgache sur le marché et le deuxième réseau bancaire du pays.

Association Générale de Madagascar, immatriculée au RCS d'Antananarivo sous le nom de BFV-SG, elle est une filiale de Société Générale et compte 45 agences dont 18 au capital.

- **Banque de l'Océan Indien de Madagascar**

Elle possède le réseau le moins dense des quatre grandes banques. Son principal actionnaire est le groupe marocain BCP, qui a racheté la filiale africaine du groupe BPCE.

La plupart des succursales de ces quatre banques ont des guichets automatiques qui acceptent les cartes Visa. Les guichets automatiques de la BNI et de la SG Madagasikara Bank acceptent la Mastercard.

AVEC LES PACKS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, GAGNEZ EN POSSIBILITÉS

Profitez de notre large gamme de packages : ZEN, ECO, CONFORT, ÉBÈNE OR

Nous restons à votre écoute
www.societegenerale.mg



C'EST VOUS L'AVENIR  **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MADAGASIKARA**

BFV-SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 14 000 000 000 MGA, inscrite au RCS B/ANTANANARIVO sous le N° 988 00 771, N° STAT 64191 11 1998 O 10078, IIC 2000002711 dont le siège social est sis à 14, Rue Général RABEHEVITRA, ANTANANARIVO 101, inscrite dans la liste des banques et établissements financiers sous le N°008/ba/1998. Tél. : +261 20 22 206 91 - Site : www.societegenerale.mg

• BGFIBank Madagascar

Est un groupe bancaire basé au Gabon, et actif dans dix pays africains. En 2017, c'était le principal groupe bancaire d'Afrique centrale. Reconnu pour ses services de corporate Banking, BGFIBank est aussi actif auprès des particuliers. Outre son activité traditionnelle de banque, le groupe propose également des services d'assurance et de gestion de fonds. En 2017, les actifs du groupe représentaient 1 109 milliards de CFA.

• Banques spécialisées dans la microfinance

Deux banques locales sont spécialisées dans la microfinance :

- ✓ Accès Banque Madagascar (filiale d'Access Holding)
- ✓ Baobab Banque Madagascar (filiale de Baobab Group).

• Banque d'investissement

- ✓ Commercial Bank of Mauritius (Madagascar) SA
- ✓ SBM Madagascar, une filiale de la National Bank of Mauritius (Maurice)
- ✓ BM Madagascar (Banque des Mascareignes Madagascar), autre filiale du Groupe BPCE.
- ✓ Banque des Transformateurs de Madagascar (BICM)

• Microfinance

Première institution de microfinance (PAMF, du Réseau de développement Aga Khan - AKDN) ;

- ✓ Réseau réciproque CECAM (Caisses d'Épargne et Crédit Agricole Mutuels)
- ✓ La SMMEC (Société Malagasy Mutualiste d'Épargne et de Crédit)
- ✓ La Caisse d'Épargne de Madagascar (CEM)

L'ASSOCIATION DES BANQUES

Il existe une association des banques à Madagascar appelés APB (Association Professionnel des Banques), dont le siège social est à Antananarivo plus précisément c/o Bâtiment C2 Explorer Business Park Ankorondrano et constitué d'un réseau de 11 banques à savoir :

- 1-Accès Banque Madagascar (AB-Madagascar)
- 2-Banque des Mascareignes Madagascar (BM-Madagascar)
- 3-Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI)
- 4-BAOBAB BANQUE MADAGASCAR
- 5-Société Générale Madagasikara
- 6-BGFIBANK Madagascar
- 7-BNI Madagascar
- 8-BOA-Madagascar
- 9-SIPEM Banque
- 10-State Bank of Mauritius Madagascar (SBM Madagascar)
- 11-The Mauritius Commercial Bank Madagascar (MCB Madagascars)

EDGARD TOKO

Une étoile
pour vous accompagner

Pack
VIP

- Une carte VISA GOLD et la deuxième à moitié prix
- Un Compte épargne à taux préférentiel
- Des crédits à taux préférentiel
- Accès gratuit à BGFIOne
- Un service sur mesure

Téléphone : 032 12 583 11

BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir



Un fond d'investissement est un organisme qui détient collectivement des actifs financiers. Les avantages de la gestion collective résident dans le fait de bénéficier de gestionnaires professionnels et d'économies d'échelle (coûts de transaction réduits). Ils sont généralement à capital variable et permettent aux déposants de souscrire et de racheter à tout moment.

Les acquéreurs de ces parts sont informés au préalable du mode de gestion du fonds : nature des actifs financiers, politiques de gestion, objectifs recherchés, coûts, nombre de parts, rythme de calcul de leur valeur... Cela leur permet de choisir le ou les fonds qui convient le mieux à leur situation et à leurs objectifs d'investissement. En France ou au Québec, l'autorité des marchés financiers veille au respect de la réglementation relative à ces fonds.

Quels sont les Coût de possession ?

D'une part le coût de la rémunération de la société de gestion, et d'autre part l'organisme qui assure la distribution (banques, assurances, réseau de conseillers financiers, etc.), principalement réparti en

- Coût d'achat (droit d'entrée) ;
- Commission de gestion (forfait annuel, proportionnel au capital géré) ;
- Frais de modification ; Frais de publication ;
- Coût de sortie (frais de sortie).

Les fonds d'investissement supportent également des frais de transaction lors de l'achat ou de la vente

de titres et des frais fiscaux déduits des plus-values. Il existe deux grandes catégories de fonds d'investissement.

Les fonds de gestion active (la grande majorité des fonds disponibles en Europe) tentent de faire mieux que le marché, c'est-à-dire de battre l'indice (CAC 40, S&P 500...), en achetant et vendant des titres susceptibles de générer des plus-values. Leur niveau de risque est fonction de la stratégie des gestionnaires du fonds. Plus la gestion est active plus les frais sont élevés.

Parmi les fonds de gestion active, il existe plusieurs styles de gestion de fonds, plus ou moins « dynamiques » à court terme (arbitrages rapides) ou stables à long terme (buy and hold), plus ou moins diversifiés ou sélectifs. On trouve notamment les orientations de gestion suivantes :

Les fonds de valeurs d'actifs : Valeurs de croissance (growth) : qui est investi dans des titres de société dans des secteurs à forte croissance ; Valeurs d'actifs (value) : qui est investi dans des titres de sociétés performantes et stables avec des valeurs d'actifs importantes dans des secteurs traditionnels ; Grosses capitalisation (big cap) : qui est investi dans des titres de grosses sociétés ; Petites capitalisation (small cap) : qui est investi dans des titres de petites sociétés.

Leur niveau de risque est très variable. Dans un souci de protection des investisseurs particuliers, l'accès aux fonds alternatifs est limité à un public d'investisseurs avertis ou disposant de placements financiers importants. La liquidité des fonds alternatifs est plus réduite que celle des fonds de placement traditionnels ; il faut souvent attendre un mois ou deux pour pouvoir les vendre.

Fonds de placement cotés en bourse : Les fonds cotés en bourse sont souvent désignés par l'acronyme anglais ETF qui signifie exchange traded-funds. Ces fonds cotent comme des actions de société et s'achètent également comme des actions cotées.

EDGARD TOKO

Un **fond d'investissement** (ou fonds d'investissement): est un organisme qui détient collectivement des actifs financiers.

Les avantages de la gestion collective résident dans le fait de bénéficier de gestionnaires professionnels et d'économies d'échelle (coûts de transaction réduits). Ils fonctionnent sur une base de temps partagé, cédant la propriété aux déposants sous la forme d'actions représentant une partie de leur portefeuille. Ils sont généralement à capital variable et permettent aux déposants de souscrire et de racheter à tout moment. Les acquéreurs de ces parts sont informés au préalable du mode de gestion du fonds : types d'actifs financiers, politiques de gestion, objectifs recherchés, coûts, nombre de parts, rythme de calcul de leur valeur... Cela leur permet de choisir le fonds (s) qui correspond le mieux à leur situation et à leurs objectifs d'investissement (voir panorama boursier).

Environnement réglementaire

Les fonds sont gérés par une structure spécialement réglementée et agréée à cet effet : une société de gestion. La réglementation impose, entre autres, la tenue de comptabilités distinctes pour chacun des fonds gérés, des objectifs clairement annoncés (essentiellement en matière de prise de risque), et le respect d'obligations strictes, comme la recherche permanente de l'intérêt des porteurs (notion de gestion pour le compte de tiers) et le respect de l'équité entre ces derniers.

Fonds de Garantie

Le Fonds de garantie de l'assurance obligatoire, est une structure chargée d'indemniser les victimes de dommages dans diverses circonstances et selon différentes modalités. L'origine et le développement du fonds font suite à l'augmentation continue du trafic automobile et à l'augmentation concomitante des

accidents. Au fil des années, l'intervention du Fonds de garantie s'est élargie et s'est vu attribuer un nouveau rôle dans l'indemnisation des victimes, notamment pour les risques miniers et technologiques et pour les dommages causés par la défaillance des compagnies d'assurance.

Sous le nom unique de Fonds de garantie de l'assurance obligatoire de dommages, la réalité complexe de la structure est ainsi occultée, et son mandat dépasse la seule garantie de l'assurance obligatoire de dommages.

Fond souverain

Les fonds souverains, ou fonds d'État, sont des fonds d'investissement financiers (actions, obligations, etc.) détenus par l'État. Les fonds souverains gèrent l'épargne nationale et l'investissent dans divers placements (actions, obligations, immobilier, etc.). Au sens étroit, ils se réfèrent spécifiquement aux "avoirs en devises appartenant à l'État". D'une manière générale, ils désignent l'ensemble des fonds d'investissement détenus par l'État.

En 2014, leur nombre était estimé à 73 dans le monde. Les fonds souverains ne sont ni des fonds de pension publics ni des réserves de liquidités. Ce sont des fonds d'investissement, détenus par l'État, et la majeure partie de l'argent provient de l'excédent de l'activité économique de l'État. Leur objectif est d'augmenter leur revenu résiduel afin qu'ils puissent gagner plus ou moins à l'avenir. Ces fonds ont attiré l'attention pour un certain nombre de raisons. Certains d'entre eux peuvent manquer de transparence, d'autres peuvent avoir des participations dans des entreprises à des fins politiques. D'autres encore peuvent être influents et ainsi avoir un fort impact sur le marché.

Fond de participation

Le Fonds de participation est une institution

financière fédérale qui soutient, entre autres, les travailleurs autonomes, les pigistes, les petites entreprises et les entrepreneurs, y compris les demandeurs d'emploi qui souhaitent démarrer leur propre entreprise. De plus, le Fonds Participant vise à partager son expertise en fournissant des services administratifs, techniques et financiers à d'autres institutions, soit seul, soit en partenariat avec d'autres organisations.

EDGARD TOKO

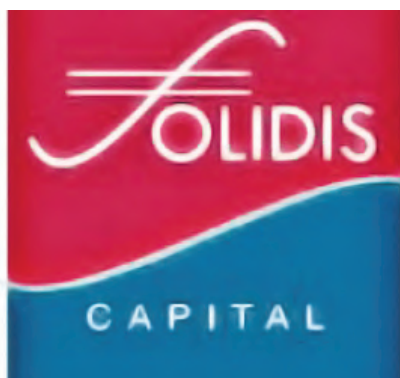


MADAGASCAR
DEVELOPMENT PARTNERS
LLC



MIARAKAP 
PARTENAIRE D' IIP


IIP
INVESTISSEURS
& PARTENAIRES





La cryptomonnaie, également connue sous le nom de crypto active ou même cybermonnaie, est une monnaie numérique émise entre homologues (actif numérique) qui ne nécessite pas de banque centrale et peut être utilisée sur un réseau informatique décentralisé. Il utilise la cryptographie et implique les utilisateurs dans le processus d'émission et de règlement des transactions.

Principe de fonctionnement, la Blockchain

Les crypto-monnaies reposent sur une blockchain, un registre distribué (ou registre) consultable par tous, répertoriant toutes les opérations du réseau depuis ses origines. Les informations à ajouter sont appelées une transaction et sont regroupées dans le bloc 3. Par exemple, une transaction peut être le transfert de crypto-monnaie d'une personne à une autre.

Les participants au réseau, appelés nœuds, possèdent, stockent et vérifient leur propre version de la chaîne, en commençant par le premier bloc (appelé bloc de genèse). Une blockchain est considérée comme valide lorsqu'elle peut être entièrement vérifiée à partir du bloc de genèse. Puisqu'il n'y a pas d'autorité centrale ou de tiers de confiance, le système est dit décentralisé. Pour garantir l'immuabilité de la chaîne, c'est-à-dire que les anciens blocs n'ont pas été modifiés, ceux-ci sont reliés entre eux par une fonction de hachage cryptographique.

Étant donné que chaque nœud est en fait un ordinateur connecté au réseau via Internet, le système n'est pas en temps réel car il peut y avoir des délais

importants lors de l'envoi ou de la réception de transactions et de blocages sur le réseau. Lorsqu'il existe différentes versions d'une même chaîne, la règle est de choisir la chaîne valide la plus longue.

Crypto Monnaies stables (stable coins)

Les crypto-monnaies stables ont pour objectif de répliquer la valeur d'un actif, du dollar, de l'or ou de l'euro. L'objectif est de ne pas être soumis à la volatilité du marché. Parmi les cryptos monnaies stables notables, on peut citer : USDT, DAI, USDC.

Les crypto-monnaies stables sont considérées par les banques centrales comme pouvant affecter la stabilité financière, mais aussi porter atteinte à la souveraineté monétaire. Le Forum de stabilité financière propose d'encadrer et de réguler les cryptomonnaies stables, tout au moins ceux qui, de par leur nature globale et universelle, posent un problème en termes de risques financiers. Cette recommandation fait suite à la position du G7 en 2017.

Avantages

Conçues pour Internet, elles offrent des alternatives aux systèmes de paiement reposant sur des monnaies avec cours légal. Elles permettent d'augmenter l'accessibilité du commerce en ligne dans les pays en voie de développement. Toutes les transactions sont publiques, les propriétaires et les destinataires de ces transactions étant identifiés par des adresses. La crypto-monnaie ne peut pas facilement être contrefaite ou usurpée. Les frais de transfert parfois nuls et inférieurs à ceux des établissements de paiement ou à ceux des sociétés de transfert de fonds (type Paypal, Western Union). Transferts rapides de quelques secondes à quelques minutes. Les virements bancaires prennent de quelques secondes à quelques jours pour les montants élevés. Transferts possibles à l'échelle mondiale indépendamment du pays. N'importe quel particulier ou société peut transférer de la cryptomonnaie.

EDGARD TOKO

Premier grand défi pour un entrepreneur, la recherche de financement est un passage obligatoire pour passer du stade de projet à la création de son entreprise. Dans la grande majorité des cas, le premier capital d'une entreprise est apporté par le ou les porteurs de projet eux-mêmes, ou levé auprès de leurs cercles immédiats (famille, amis...), financement qu'on appelle aussi « love money ».

Pour un apport plus ou moins conséquent, les porteurs de projet pourront également se tourner vers des institutions financières (banques et institutions de micro finances) ou éventuellement négocier un délai de paiement auprès de leurs fournisseurs. Enfin, et c'est sur cette dernière catégorie de financement que nous allons nous pencher, l'entrepreneur pourra compléter ou renforcer ses fonds propres en ouvrant son capital à des investisseurs extérieurs privés ou publics.

Le **Capital Investissement** ou **Private Equity** pourrait être résumé par la prise de participation minoritaire et temporaire dans le capital d'entreprises.

Selon le cas, les investisseurs en capital pourront, soit racheter des parts existantes, soit augmenter le capital de l'entreprise et apporter des fonds complémentaires pour financer son développement.

Les investisseurs peuvent intervenir à différents stades du cycle de vie d'une entreprise :

On parle de Capital-risque ou de Venture Capital lorsqu'il s'agit d'opérations réalisées dans des entreprises innovantes en cours de création ou à un stade de développement très peu avancé. Passé un premier cap, on parlera de Capital-développement. Ce fonds supplémentaire servira alors à financer une nouvelle phase de développement de l'entreprise (lancement d'une nouvelle gamme de produits ou d'activités, projets d'expansion, changement d'échelle etc...).

En pleine maturité, l'intervention en capital au moment de l'accession de l'entreprise (en partie ou en intégralité) est appelée Capital-transmission.

Enfin, le Capital-retournement est l'opération qui consiste à financer en capital des entreprises ayant de bons fondamentaux mais faisant face à des difficultés financières importantes.

Les investisseurs en Private Equity n'ont pas voca-

tion à rester définitivement dans le capital d'une entreprise. Selon, leur durée d'intervention au capital d'une entreprise varie entre 4 à 8 ans.

L'investisseur fait sa rentabilité grâce à la plus-value réalisée sur la cession (revente) des parts initialement acquises ou créées au moment de son entrée au capital. Et la sortie peut se faire sur l'entrepreneur, un tiers financier ou un tiers stratégique.

En entrant dans le capital d'une entreprise, un investisseur en capital a tout à gagner, comme il peut tout perdre. Une rentabilité élevée est souvent synonyme de risque important. De la même manière, un placement sûr s'accompagne d'une faible rentabilité. C'est ce qu'on appelle le « couple risque-rendement ».

Le fait d'avoir un portefeuille d'investissement diversifié se révèle être la meilleure manière de se protéger des mauvaises performances.

A Madagascar, les sociétés œuvrant dans le Capital Investissement sont regroupées au sein de l'**Association Malagasy des Investisseurs en Capital (AMIC)**. Association qui compte aujourd'hui 10 membres actifs : Adenia Partners, Investisseurs & Partenaires (I&P), Miarakap – Partenaire d'I&P, Fiaro Venture Capital, Madagascar Development-Partners (MDP), Fonds de Portage et de Privatisation (FPP), Société Nationale de Participations (SONAPAR), Assist Développement, Solidis Capital Investissement (SCI) et Inside Capital Partners (Inside).



Mme MIALY (Présidente AMIC)

Nos solutions à vos projets

CAUTION DIRECTE

- **Optimisez** vos transactions commerciales en toute sécurité !
- **Accédez** facilement aux marchés publics et privés

CAPITAL INVESTISSEMENT

- **Optimisez** votre capital et
- **Financez** votre développement



Immeuble Imanga Kely, Kianja Rajoelisoa
Lot II K 1 Ambohitovo 101
Antananarivo Madagascar

Tél. : (+261) 20 22 211 00
Numéro vert gratuit (via Telma) : (020) 30 807 89
E-mail : information@solidis.org

Œuvrant pour l'inclusion financière par le déploiement de solutions de garanties et de financements crédibles et innovantes, SOLIDIS s'est toujours imposée comme un soutien de taille des MPME malagasy.

En tant que fonds d'appui, SOLIDIS cherche constamment à diversifier et à personnaliser ses produits pour favoriser davantage l'inclusion financière des entrepreneurs. A cet effet, nous avons étoffé notre offre « Caution Directe » pour mieux répondre aux besoins des secteurs jugés potentiels. Ainsi, nous avons pu mettre en place les cautions sur marchés pour les secteurs BTP, la caution douanière pour l'import/export, les cautions professionnelles pour ceux qui doivent fournir cette garantie financière pour pouvoir exercer leurs activités (agents d'assurance, ...). SOLIDIS se rapproche aussi des officines et des entreprises de désinfection en leur proposant une garantie individuelle adaptée à leur développement.

Fort de sa solidité financière et de son expertise reconnue, notamment par la Banque Mondiale,

SOLIDIS exporte également son savoir-faire en Garantie Partielle de Portefeuilles auprès de ses consœurs africaines en vue de renforcer l'inclusion financière des MPME africaines.

Acteur reconnu dans le soutien à la croissance des MPME, SOLIDIS CAPITAL, une filiale de SOLIDIS, a aussi connu une année exceptionnelle, avec des investissements de plus de 6,5 milliards d'ariary. Rappelons que depuis sa mise en place en 2018, SOLIDIS CAPITAL a pu soutenir la relance et le développement de neuf (09) projets à forts potentiels. Nous prévoyons de débloquer 18,5 milliards Ariary pour investir dans d'autres projets de même envergure.

SOLIDIS ET SUNREF POUR UNE ÉCONOMIE PLUS VERTE.

Outre ses solutions de financement et de garantie habituelles, SOLIDIS va plus loin dans son engagement. Cet engagement se traduit par sa participation en tant que Maître d'ouvrage délégué chargé de la gestion de l'Assistance Technique (AT) du Programme SUNREF Madagascar.



Le programme SUNREF (Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance ou Financement de l'utilisation durable de l'énergie et des ressources naturelles) est conçu par l'Agence Française de Développement (AFD) et co-financé par l'Union Européenne.

Il a pour objectif d'aider les entreprises du pays à saisir les opportunités créées par la transition écologique en mobilisant les banques pour financer les investissements de cette transition énergétique et écologique des entreprises du secteur privé.

S'étalant sur 04 années, SUNREF prévoit déployer entre 12 à 25 millions EUR de lignes de financement. Les bénéficiaires éligibles au programme peuvent être des personnes physiques ou morales (entreprises établies à Madagascar, coopératives, groupements, particuliers).

La composante pilotée par SOLIDIS, a pour objectif la mise en place d'un programme d'assistance technique en appui l'émergence et la mise en œuvre de projets d'investissements dans les secteurs de l'Énergie Renouvelable, de l'Efficacité Énergétique et de l'optimisation de l'usage des ressources naturelles.



L'AT vise d'une part à éliminer les obstacles non financiers qui entravent la mise à l'échelle des investissements «verts» et à assurer un contrôle qualité indépendant des projets d'autre part, en mettant l'accent sur le soutien à la préparation des projets d'investissement.

Les avantages pour les entreprises bénéficiaires sont nombreux. Nous pouvons citer entre autres :

- Accès au financement pour une gamme d'investissements d'Énergie Renouvelable, d'Efficacité Énergétique, protection d'environnement (achats d'équipements, modernisation, rénovation, extension de capacité de production etc.).
- Assistance technique sur mesure et gratuite selon la taille et complexité du projet.
- Primes d'investissement (Subventions).
- Amélioration de la qualité des équipements via des investissements de mise à niveau énergétique associée à des économies de coûts conduisent à une plus grande compétitivité.
- Réduction de l'impact environnemental des activités de l'entreprise.

Pour plus d'information, nous vous invitons à visiter le site web de SOLIDIS: www.solidis.org

Soutenue par:

Développée par:

En partenariat avec:



SOLIDIS, plus qu'un partenaire incontournable de l'inclusion financière à Madagascar.

L'accès au financement reste un facteur décisif de succès pour les MPME et, également, une condition importante de leur croissance.

Les engagements de SOLIDIS ont continué de progresser depuis sa création grâce à une stratégie axée sur l'appui aux MPME malagasy et la confiance toujours renforcée de ses nombreux partenaires de référence comme l'AFD, la Banque Mondiale, AGF, OIKOCREDIT. En quatorze années d'existence, SOLIDIS a couvert près de 579.8 milliards de crédits et a soutenu plus de 12 000 entrepreneurs, avec un profil de risque amélioré.

Même moteur de développement, la plupart des PME ne dispose généralement pas d'assise financière solide. Par ailleurs, avec l'impact de la crise sanitaire actuelle ; elles ne bénéficient pas toujours d'un appui financier adapté à leurs besoins de la part des institutions financières classiques pour maintenir ou relancer leurs activités. Tenant compte de la situation économique délicate, SOLIDIS s'est mobilisé depuis Mai 2020 avec ses partenaires habituels que sont l'État malagasy et la Banque Mondiale pour l'opérationnalisation de fonds de garantie destinés à gérer les effets du COVID en faveur des MPME. Avec une capacité de 100 milliards d'ariary, ces fonds permettent de soutenir, avec les établissements prêteurs partenaires, plus de 5 000 MPME supplémentaires pour une période de deux (02) à cinq (05) ans.

TOUJOURS PRÊTS À VOUS ACCOMPAGNER



- **Garantie financière fiable** pour les entreprises et établissements prêteurs
- **Investissement en capital** pour le PME malagasy
- **Accompagnement sur-mesure** pour un meilleur accès au financement

Immeuble Imanga Kely, Kianja Rajoelisoa
Lot II K 1 Ambohijatovo 101
Antananarivo Madagascar



Tél. : (+261) 20 22 211 00
N° vert (020) 30 807 89
E-mail : information@solidis.org

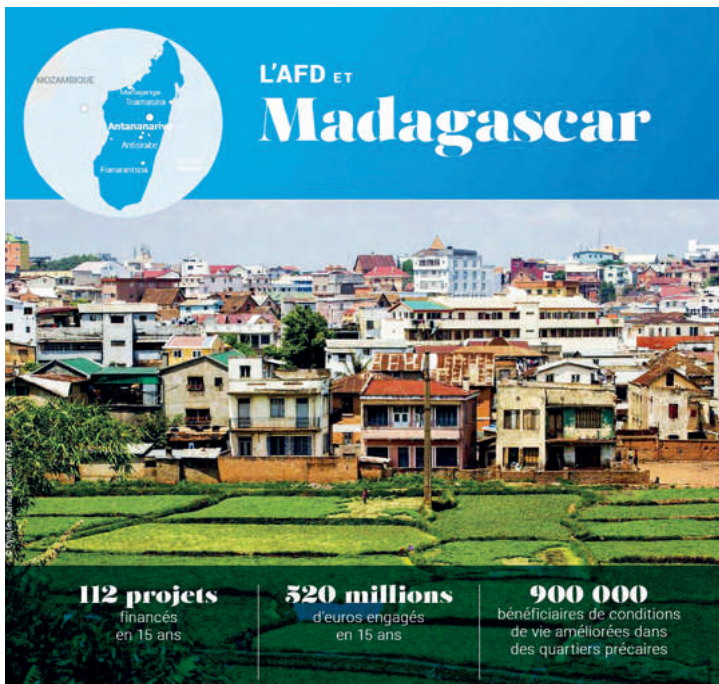
L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET SA FILIALE PROPARCO

L'Agence française de développement (AFD), est une institution financière publique qui met en œuvre la politique de développement de la France avec pour objet de combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, dans la Caraïbe, l'Outre-mer et l'Afrique, cet établissement public finance et accompagne des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des populations, soutenir la croissance économique et protéger la planète. Le groupe finance et accompagne environ 4000 projets, dans 115 pays. Ses équipes sont basées à Paris, Marseille et dans un réseau de 85 agences à travers le monde. Environ 3000 collaborateurs travaillent pour le groupe AFD.

La nouvelle rocade qui traverse la ville d'Antananarivo, la rénovation de ruelles piétonnes, l'aménagement de l'évacuation des eaux pour lutter contre les inondations... mais aussi agriculture et l'environnement à travers la fédération des aires protégées... l'enseignement technique, les écoles hôtelières, ESTI et la FMFP... la justice et les établissements pénitenciers... L'AFD et PROPARCO appuient de très nombreux secteurs à Madagascar.

Le projet « CHOOSE AFRICA » vise à donner des facilités de crédits aux entrepreneurs impactés par la crise sanitaire, le projet SUNREF vise à faciliter le développement d'entreprise dans « l'économie verte ». PROPARCO intervient en garantie avec la BFV/SG, la BNI et SIPEM. Près de 30 entreprises ont bénéficié de ce dispositif.

Jean-Daniel CHAOUI



À Madagascar, depuis 1952, l'AFD appuie de nombreux acteurs : ONG, collectivités locales, entreprises et autorités locales sous forme de subventions ou bien de prêts par l'intermédiaire de sa filiale PROPARCO.

Ainsi ce sont l'an passé 70 millions d'euros dont 30 en subventions et 40 en prêt dont Madagascar a bénéficié de la part de cette institution financière dirigée localement par Monsieur **Yves GUICQUERO**. Sur 4 années, cela représente 240 millions d'euros.



Agence Madagascar :

23, rue Razanakombana
Ambohitatovo BP 557

Antananarivo - 101

ANTANANARIVO

Tél: (261 20) 22 200 46 à 48


Fax: (261 20) 22 347 94


afdantananarivo@afd.fr




Votre solution déménagement



 (+261) 20 22 633 34

 devis@agence-aid.mg

 www.demenagement-madagascar.com



Cher banquier, dites-nous où placer notre argent ... !

Laissez-moi vous rafraîchir la mémoire sur une histoire que nous avons tous entendue l'année dernière. Je vais utiliser le nom de Rabe pour éviter d'être nominatif. Juin 2021, convaincu par des amis fiables, sur un pseudo fond d'investissement qui fait un énorme 'buzz' avec une promesse de gain mensuel autour de 10 %, Rabe décide d'investir. Ayant un peu d'épargne de côté, mais désireux d'optimiser les gains, il n'hésite pas à demander un prêt à sa banque en juillet 2021, remboursable sur 5 ans. Il l'obtient sans trop de problèmes et investit le tout dans le fonds. Il se dit qu'avec la rentabilité promise, il mettrait tout au plus six mois pour rembourser sa banque. Août 2021, patatras ! Le fonds cesse de tourner et donne comme excuse un « contrôle international » qui l'oblige à geler tous les fonds des clients pour 60 jours. Rabe serre les dents, prend sur lui, rembourse sa banque avec son salaire et attend. Le délai terminé, le fond trouve d'autres excuses, Rabe perd espoir et se rend compte qu'il s'est fait avoir.... Janvier 2022, toujours rien, c'est fini, le voilà enchaîner à une dette pour les cinq prochaines années ...

Si préserver et augmenter le patrimoine est un objectif universel, tout le monde n'a pas vocation à être entrepreneur. L'histoire de Rabe nous interpelle sur le manque d'offres sérieuses et profitables pour les petits épargnants concernant les placements. La demande existe! La preuve en est l'engouement pour les placements sauvages à haut risque type ANTARES, MWR et autres. Les offres de placement des banques primaires ne sont pas assez attractives, car les taux sont trop bas ; les bons de trésors et assimilés ne sont accessibles qu'à partir d'un certain montant important ; les échanges d'actions d'entreprises se passent hors de portée de la classe moyenne... Seule solution pour le moment : les offres qui pullulent sur les réseaux sociaux pour des inves-

tissements à haut rendement accessibles à partir de centaines de milliers d'ariary. Sauf que ces offres ne sont soumises à aucun contrôle et les profits proposés, quoique très séduisants pour les non-initiés, sont complètement délirants pour ceux qui sont dans le métier. Il est plus que probable que leurs initiateurs disparaissent dans un horizon relativement court.

En attendant l'existence d'un véritable fonds d'investissement disponible pour les petits épargnants, créé ou sous la responsabilité de nos banques et/ou autres institutions financières dûment régulées, il est important pour nous de prendre les précautions suivantes : diversifions nos investissements, ne jamais mettre tout notre argent dans un seul produit. Ayons le courage de tester petit avant de faire un gros placement ; et même si ce test est concluant, ne jamais investir plus que ce que nous sommes prêts à perdre !



Zo ANDRIANOMBANA

Enseignant à l'ISCAM Business School

TECHN ALARME

SYSTEMES DE SECURITE



VOTRE EXPERT
EN SYSTEMES DE SECURITE

DEPUIS PLUS DE
20 ANS



Contrôle d'accès



Sécurité incendie




Vidéo
surveillance



Matériels de Sécurité
& Coffres-forts

 +261 20 23 533 50

 contact@technoalarme.mg

 www.technoalarme.mg



Immeuble Master Trade
Lot IVL 240E -
Lalana Pape Jean Paul II
Morarano Alarobia
Antananarivo - Madagascar

L'un des problèmes majeurs à laquelle l'humanité a été confrontée est la gestion des ressources, que ce soit en milieu personnel ou en milieu professionnel. En effet, la littérature normative et empirique soutient qu'une bonne gestion amène une meilleure performance. Quand on parle de gérer ses ressources financières, on peut soit le faire soit même, soit le confier à une institution financière.

On remarque deux grands modèles d'institution financière : les banques et les fonds d'investissement. Une banque constitue légalement un établissement financier régi par le Code monétaire et financier. Sa fonction principale est de fournir des services financiers, tels que la collecte d'épargne, la réception de dépôts, l'émission de prêts et la gestion des méthodes de paiement. Et un fonds d'investissement peut se définir comme une société financière qui aide les personnes physiques et morales à investir dans des actifs d'une entreprise. Un fonds d'investissement joue donc le rôle de facilitateur en matière de placement.

Il est à souligner qu'un fonds d'investissement est différent du capital-investissement qui lui est un mode d'investissement où les investisseurs utilisent des fonds pour développer ou acquérir des entreprises ayant des besoins de croissance, de transmission ou de redressement.

En prenant le cas de Madagascar, les particuliers sont plus enclins à placer leur argent aux établissements bancaires vu l'évolution de ces dernières. Cette évolution peut se cadrer en quatre périodes. Premièrement l'après colonialisme, dans les années 70, une époque où les banques sont plus orientées vers le financement de l'État. Ensuite, la restructuration dans les années 80. S'en suit une période de renouveau qui est surtout marquée par la naissance des banques à capitaux africains. Et enfin, la dernière période caractérisée par plusieurs réformes. On peut citer quelques-unes des banques qui œuvrent à Madagascar : la BOA, la

BNI, la Société Général Madagascar, Access-Banque, la BMOI, la SBM, la Caisse d'Épargne de Madagascar, SIPEM, BGFI, et la Baobab banque Madagascar.

Les fonds d'investissement sont moins connus et moins nombreux, toutefois on peut en citer quelques-unes : Investissement et Partenaires, Miarakap, SONAPAR, AMIC, et Solidis Capital Investissement.

En résumé, chacun est libre de choisir la façon de comment il gère son argent et comment le fructifier. Mais quand on décide de le confier à une institution financière, on a le choix entre les banques et les fonds d'investissement. La principale différence est que le fonds d'investissement ne reçoit pas de dépôts.



RANDRIANARISOA Arilafatra

Étudiante en 3ème année INSCAE, option Administration d'Entreprises

MIDI

Madagasikara

www.midi-madagasikara.mg

**PREMIER QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION DE MADAGASCAR**

Nécrologie

Politique

Faits-Divers

Economie

Société

NOUS TROUVER

Làlana Ravoninahitriniarivo Ankorondrano

Antananarivo

Midi Madagasikara

Appeler le 020 22 697 79

informations supplémentaires sur le contact

contact@midi-madagasikara.mg

www.midi-madagasikara.mg



Interview Mr Auster Nzicheu Responsable D'Afrique à Table

1. Bonjour Monsieur AUSTER Nzicheu, c'est quoi Afrik à table ?

R : Afrik à table c'est un restaurant spécialisé dans la restauration africaine en général et camerounaise en particulier.



2. Quand est-ce que votre entreprise voit le jour ?

R : c'est une petite entreprise qui a vu le jour en juin 2020. Mais bien avant nous avons commencé à faire des repas a domicile pour garder dans le réfrigérateur des clients, c'est fort des retours positifs que nous avons décidés d'étendre la chaine de restauration.

3. Aujourd'hui quels sont les services d'Afrik à Table ?

R : Nous faisons dans :

- Prestations à domicile
- Formation dans la restauration africaine
- Le service traiteur africain
- Les conseils stratégiques en Art Culinaire

4. Pourquoi le Nom Afrik à Table ?

R : Nous sommes en Afrique et nous avons le devoir de faire la promotion de notre Continent à

travers la gastronomie, nous voulons clairement faire la promotion de tous les mets Africain y compris ceux de Madagascar.

5. Comment avez-vous eu l'idée d'entreprendre dans la restauration Africaine alors que vous êtes encore des étudiants ? parvenez vous à joindre les deux bouts ?

R : Bien sûr nous sommes tous étudiants, mais l'idée nous vient véritablement en 2020 lors de la période haute du coronavirus et le confinement, personne n'était scolarisé et la demande des mets camerounais se faisait de plus en plus insistante. Nous avons donc décidé de commencer par weekend à des repas spécifiques (vendredi Bouillon chaud ou samedi beignet haricot) et de fil en aiguille on c'est vu satisfaire la communauté africaine à Madagascar.

6. Quels sont les canaux par lesquels nous pouvons vous joindre aujourd'hui ?

R : Nous sommes disponibles sur Facebook à travers notre page : AFRIK A TABLE, nous sommes ouverts et disponibles 24h/7jrs. Nos numéros sont les suivants : +261340998250, +261340492268 Etant donné que nous sommes les étudiants nous tenons à rappeler que les commandes se font à l'avancent (1 à 3 jours avant l'évènement) et vous êtes garantie d'un service exemplaire.

7. C'est quoi la vision d'Afrik à Table ?

R : notre vision à long terme est vraiment d'ouvrir une chaine de restaurant Originale Africaine avec toutes les cultures. Et surtout pérenniser le projet à travers les chefs qui sont diplômés en restauration gastronomique option Fast Food.

«Seul on va vite mais ensemble on va plus loin »

MERCI.

EDGARD TOKO



LE BILLET DES ENTREPRISES

Ambatofotsy AMPANDRIANOMBY

BP 203 Antananrivo 101

Tél : (+261) 20 22 597 96

(+261) 33 53 640 99

billetdesentreprise.fdmm@gmail.com



@billetdesentreprises
+4500 followers

- ✓ Un bimensuel numérique, spécialisé dans l'économie.
- ✓ Diffusé sur une liste privée qui regroupe les personnalités du monde socio-économique de Madagascar.
- ✓ Gratuit et ouvert aux annonceurs.

VISITER NOTRE PAGE FB

La transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique nécessite des fonds importants. Le système financier s'intéresse alors aux projets d'entreprises qui ont un impact significativement positif sur l'environnement.

De nombreux outils ont vu le jour pour lever des fonds. On peut citer les obligations vertes mais pas seulement. Il faut aussi parler des marchés des droits à polluer.

Les obligations vertes sont des emprunts émis sur le marché par une entreprise ou une entité publique auprès d'investisseurs pour permettre de financer ses projets contribuant à la transition écologique (énergies renouvelables, efficacité énergétique, gestion durable de l'eau et des déchets, transport propre...). On, les appelle par exemple green bonds. En 2007, la banque européenne d'investissement a lancé sa première émission thématique dite « Climateawareness bond ». En 2008, la banque mondiale émettait sa première obligation verte et a, depuis, mobilisé des milliards de dollars dans des projets d'énergie solaire et éolienne, de reforestation ou de protection contre les inondations.

Dans le même esprit, l'agence française de développement, lors du lancement de sa première obligation verte en septembre 2014, a mis en place des standards dans le choix des critères de définition d'une obligation verte (justification d'utilisation, évaluation de l'empreinte carbone et des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance des projets, ou la mise en place d'un avis externe pour évaluer le caractère responsable et climatique de l'évaluation).

Si la Banque mondiale et les banques de développement, qui ont eu un rôle moteur dans l'émission des obligations vertes, continuent à assurer la liquidité essentielle du marché, l'arrivée de nouveaux acteurs tels que les grandes entreprises a permis d'établir un écosystème d'investissement plus

large. Les collectivités territoriales ont, également, émis des obligations vertes pour financer des projets de transports en commun, de rénovation énergétique des bâtiments... La démarche est surtout le fait de collectivités de grande taille.

Attention aucun standard précis ne caractérise la dimension environnementale des projets financés. Les enjeux actuels portent donc notamment sur la qualification verte des projets et sur le renforcement du reporting. Il faut éviter le greenwashing. Des labels apparaissent sur ce marché

Le marché des droits à polluer englobe toutes les transactions par lesquelles certains pays, juridiction ou entreprises, achètent des droits de polluer. En 2005 s'est ouvert le marché européen des droits à polluer, afin de se conformer partiellement au protocole de Kyoto.

En Europe, la bourse spécialisée BlueNext gère ce marché ; la tonne de CO2 s'échangeait en 2012 au cours de 8,82 euros. Fin 2021, elle passe la barre de 80€. En juillet 2021, le marché européen a été réformé. Il s'agit d'adapter le marché aux objectifs climatiques plus ambitieux fixés pour 2030 en abaissant plus rapidement le plafond des droits d'émissions de CO2 disponibles. Certains économistes envisagent un prix de 400€ par tonne en 2050.



Marc BOULNOIS

Représentant EELV Madagascar

Découvrez maintenant l'appli mobile Annumada

**Une application
gratuite...**



**...téléchargeable
depuis Google Play**

Trouvez plus que des coordonnées...



SPORT SANTÉ SUR ORDONNANCE

Le Sport sur Ordonnance est un dispositif dans lequel les médecins ont la possibilité de prescrire de l'activité physique aux personnes ayant une affection de longue durée (diabète, hypertension artérielle, lombalgie, ostéoporose, cancer...). Le décret du 30 décembre 2016 précise que plusieurs types de professionnels peuvent dispenser une activité sportive à des patients atteints d'affection de longue durée : Les coachs APA. Les professionnels paramédicaux, les personnes certifiées par une fédération sportive. Dans le cadre du parcours de soins des patients atteints d'une affection de longue durée, le médecin traitant peut prescrire une activité physique adaptée à la pathologie, aux capacités physiques et au risque médical du patient.

L'efficacité du sport dans le maintien d'une bonne santé prend par ailleurs un tout autre relief dans le cadre des Affections de Longue Durée : L'activité physique permet de lutter contre la maladie et réduirait, par exemple, les risques de récurrence de 30 à 50% pour les can-

cers du sein ou du côlon. En fait, pratiquer du sport nous procure une augmentation de la force, de l'endurance ainsi que de volume musculaire. Pratiquée régulièrement, sa pratique permet de freiner la résorption des os et de mieux lutter contre l'ostéoporose. En plus, elle contribuera au renforcement de la solidité et de la robustesse de vos os.

Faire du sport favorise aussi la mémoire et la cognition et protège les neurones de la dégénérescence. Ces avantages ne sont pas anodins puisqu'il a été démontré que plusieurs maladies graves, telles que les démences ou la sclérose en plaque pouvaient être évitées par une simple pratique sportive quotidienne.

Source : « Si les nombreux bénéfices de l'activité physique pouvaient être condensés dans une seule pilule, cela constituerait simplement le médicament le plus prescrit au monde » (James Sallis, 2009) (sport-sur-ordonnance.be)

SPORT SANTÉ





Le billet des entreprises
est le magazine numérique économique
de Français du monde Madagascar.

**VISITER NOTRE
SITE INTERNET**



JESSY AVILA est un jeune malgache âgé de 25 ans et très passionné de peinture, il s'est intéressé à cet art depuis l'âge de 13 ans et est inspiré par son grand-père : « un jour j'ai vu un dessin dans l'album photos du grand père et je lui ai demandé comment il avait fait ce dessin, il me répond que c'était une œuvre totalement faite à la main et dès lors j'ai été amoureux de cet art. », nous déclare t-il.

Le jeune garçon pratique l'art contemporain. Avec des réalisations extraordinaires, il réussit à ressortir toutes les émotions des personnes sur un dessin. L'inspiration lui vient de la nature et de toutes les personnes qui l'entourent. De 1 à 3 jours sont les délais pour réaliser une toile en fonction de son inspiration. Très bon photographe, Avila se contrefait sur ces deux métiers pour pouvoir nourrir sa personne. Il prend des photos de tout ce qui l'inspire sur la route et essaye de le reproduire à la maison. t

Aujourd'hui la pépite montante de la peinture malagasy accumule plus de 100 tableaux et a déjà fait une exposition en 2020. Son métier est considéré comme de l'art contemporain moderne d'après les visiteurs de sa page Facebook et Instagram.



EDGARD TOKO



ABC

*L'expert en construction
et aménagement*



HTP

HOTEL PLUS



Homeopharma

La solution naturelle

Laboratoire
pharmaceutique



Le Centell

HOTEL & SPA



« CRIME ET CHÂTIMENT »



FIODOR MIKHAÏLOVITCH DOSTOÏEVSKI

est un écrivain russe, né à Moscou le 30 octobre 1821 et mort à Saint-Pétersbourg le 28 janvier 1881. Considéré comme l'un des plus grands romanciers russes, il a influencé de nombreux écrivains et philosophes.

Après une enfance difficile, il fréquente une école d'officiers et se lie avec les mouvements progressistes pétersbourgeois. Arrêté en avril 1849, il est condamné à mort. Après un simulacre d'exécution, il est finalement déporté dans un bagne de Sibérie pendant quatre ans. Redevenu sous-lieutenant, il démissionne de l'armée en 1859 et s'engage complètement dans l'écriture. Épileptique, joueur couvert de dettes et d'un caractère sombre, Dostoïevski fuit ses créanciers et mène une vie d'errance en Europe au cours de laquelle il abandonne toute foi dans le socialisme et devient un patriote convaincu de l'Empire russe.

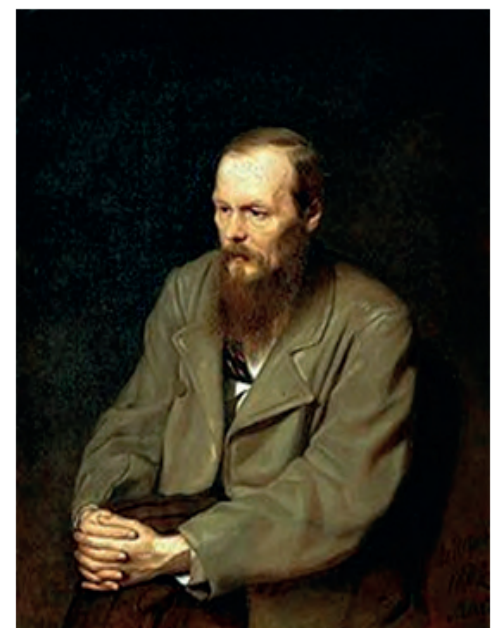
Écrivain admiré après la publication de *Crime et Châtiment* (1866) et de *L'Idiot* (1869), l'auteur publie ensuite ses deux œuvres les plus abouties : *Les Démons* (1871) et *Les Frères Karamazov* (1880).

Crime et Châtiment dépeint l'assassinat d'une vieille prêteuse sur gage et de sa sœur par Rodion Raskolnikov, ancien étudiant de Saint-Pétersbourg tombé dans la pauvreté, et ses conséquences émotionnelles, mentales et physiques sur le meurtrier.

Seul l'être capable d'indépendance spirituelle est

digne des grandes entreprises. Tel Napoléon qui n'hésita pas à ouvrir le feu sur une foule désarmée, Raskolnikov, qui admire le grand homme, se place au-dessus du commun des mortels. Les considérations théoriques qui le poussent à tuer une vieille usurière cohabitent en s'opposant dans l'esprit du héros et constituent l'essence même du roman. Pour Raskolnikov, le crime qu'il va commettre n'est que justice envers les hommes en général et les pauvres qui se sont fait abusés en particulier. "Nous acceptons d'être criminels pour que la terre se couvre enfin d'innocents", écrira Albert Camus.

Mais cet idéal d'humanité s'accorde mal avec la conscience de supériorité qui anime le héros, en qualité de "surhomme", il se situe au-delà du bien et du mal. Fomenté avec un sang-froid mêlé de mysticisme, le meurtre tourne pourtant à l'échec. Le maigre butin ne peut satisfaire son idéal de justice, tandis que le crime loin de l'élever de la masse, l'abaisse parmi les hommes. Raskolnikov finira par se rendre et accepter la condamnation, par-là même, il accédera à la purification. *Crime et Châtiment* est le roman de la déchéance humaine, l'œuvre essentielle du maître de la littérature russe.



GLOSSAIRE

FINANCES : Banques & Fonds d'investissements

Banque centrale : est une institution chargée par l'Etat (ou un ensemble d'États dans le cas d'une zone monétaire comme la (zone euro) de décider d'appliquer la politique monétaire.

Banque de dépôts : est une institution dont le rôle exclusif est de recevoir et gérer les dépôts d'argent de ses clients.

Banque commerciale : est une institution financière qui fournit des services bancaires, soit notamment de dépôt, de crédits et paiement.

Marché d'échange : est un mécanisme d'échange de monnaie non lié à une réglementation internationale.

La souveraineté Monétaire : est un ensemble de prérogatives d'une autorité se donnant le pouvoir exclusif de définir l'unité de compte, le revenu qu'elle souhaite prélever et les marques externes.

Prêt à effet de levier : désigne l'utilisation de l'endettement pour augmenter la capacité d'investissement d'une entreprise, d'un organisme financier ou d'un particulier et l'impact de cette utilisation sur la rentabilité des capitaux propres investis.

Politique d'ajustement structurel : est un programme de réformes économiques que le fonds monétaire internationale (FMI) ou la Banque Mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique.

Stabilité financière : une situation dans laquelle le système financier, qui comprend les intermédiaires financiers, les marchés et les infrastructures de marché, est capable de résister aux chocs et de corriger les déséquilibres financiers.

Crise financière : est un terme polysémique qui recouvre des réalités diverses dont le dénominateur commun est une chute abrupte d'une activité économique dématérialisée.

Système monétaire internationale : est l'ensemble des règles, des institutions et des pratiques qui composent, au niveau international, ce système permet l'échange de biens, de services, d'actifs ou des devises entre des agents économiques variés.

Monnaie fiduciaire : désigne les pièces et les billets de banque dont la valeur est fixée par la confiance que leur accordent les utilisateurs et non par leur coût de production.



Taux d'intérêt : correspond au coût de l'emprunt ou encore au rendement des placements dans un pays pour une année

Marchés financiers : est un marché sur lequel des personnes physiques, des sociétés privées et des institutions publiques peuvent négocier des titres financiers, matières premières et autres actifs, à des prix qui reflètent l'offre et la demande.

Taux directeurs : sont les taux d'intérêt à court terme fixés par les banques centrales (voir l'article consacré aux banques centrales).

Masse monétaire : représente la quantité de monnaie en circulation dans une zone économique.

Reserve obligatoire : est un dépôt de fonds réalisé par un établissement de crédit, placé sur un compte courant auprès d'une banque centrale nationale, et exigé par la BCE afin de réguler l'offre de crédit et de garantir la stabilité des taux d'intérêt.

Le système monétaire : est un ensemble de règles et d'institutions visant à organiser la monnaie.

Les cryptomonnaies : est une monnaie numérique émise de pair à pair (actif numérique), sans nécessité de banque centrale, utilisable au moyen d'un réseau informatique décentralisés.

Blockchain : est un grand livre partagé et inaltérable qui facilite le processus d'enregistrement des transactions et de suivi des actifs dans un réseau commercial.

Une transaction : consiste donc à faire un transfert ou un envoi d'une somme d'argent d'un compte en banque vers un autre compte dans le même établissement ou pas.

Solvabilité : traduit l'aptitude de celui-ci à faire face à ses engagements à court, moyen et long terme.

Stabilité monétaire : est le maintien relatif de la valeur d'une monnaie dans le temps par rapport à la valeur des biens et services présents dans un système économique.

L'épargne : correspond à la partie du revenu qui n'est pas consommée

L'inflation : est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.

La déflation : elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Les liquidités : est généralement considérée comme étant « la capacité à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance » et est définie de deux façons 1. La littérature bancaire a tout d'abord retenu une définition étroite de la liquidité, également appelée « liquidité de financement ».



MADE IN ESPAGNE

AOSTA



Carrelage Mural | 20x60cm



49 000 Ar/m²



7 000 Ar/pièce

Carrelage Sol | 45x45cm



42 000 Ar/m²

SKY



Carrelage Mural | 20x60cm



49 000 Ar/m²



7 000 Ar/pièce

ATLAS/JACA



Carrelage Mural | 25x50cm



MIRACLE



Carrelage Mural | 20x50cm



à partir de
42 000 Ar/m²

Autres modèles et dimensions disponibles

QUIZ!

1- Sur le relevé de compte bancaire, que représente la colonne "crédit" ?

- L'argent qui sort du compte
- L'argent qui rentre sur le compte
- L'argent que le client peut dépenser

2- Quelles sont les principales fonctions d'une banque ?

- La procuration de moyens de paiement, la sécurisation, le placement et le financement
- La procuration de moyens de paiement, le placement et le financement
- La procuration de moyens de paiement, la sécurisation

3- Que comprend le TAEG ?

- Le taux d'intérêt
- La somme totale que le client doit rembourser
- Le taux d'intérêt et les frais annexes

4- Qui peut ouvrir une banque ?

- Tous les citoyens français
- Toute personne détenant un agrément de l'Etat
- Toute personne vivant en France

5- Combien de temps faut-il garder ses relevés de compte bancaire ?

- 10 ans
- Cela n'a pas d'importance
- 30 ans

6- Que fait la banque lorsqu'elle accorde un crédit à un client ?

- Elle prend l'argent disponible sur les comptes des autres clients
- Elle prend de l'argent de sa poche
- Elle crée de l'argent virtuel

7- Sur le relevé de compte bancaire, que signifie "solde créditeur" ?

- La somme d'argent que la banque doit au client
- L'argent qui est sorti du compte
- La somme d'argent que le client doit à la banque

8- Pourquoi la banque doit-elle établir un état du compte ?

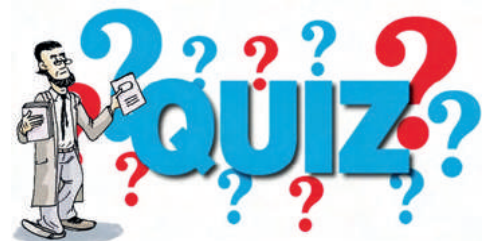
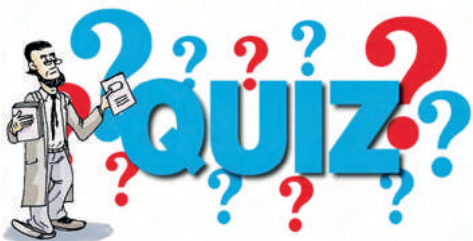
- Pour informer le client sur l'état de son compte
- Pour savoir combien elle doit au client
- Pour savoir combien le client lui doit

9- Une carte bancaire permet de : Retirer de l'argent

- Payer
- Cela dépend de l'option souscrite par le client

10- À quoi le client doit-il faire attention lorsqu'il emprunte de l'argent ?

- Il doit faire attention au TAEG
- Il doit faire attention au taux d'intérêt
- Il doit faire attention à la somme d'argent empruntée



IKI COSMETICS

MORINGA

- POUR PEAUX :**
- . Sèches à très sèches
 - . Irritées
 - . Matures
 - . A problèmes

BAOBAB

- POUR PEAUX :**
- . Sèches à très sèches
 - . Tirillées
 - . Vergetures
 - . Matures

OLIVE

- POUR PEAUX :**
- . Tout types de Peaux
 - . Tâches brunes
 - . Masque de grossesse
 - . Infections cutanées
 - . Anti-poux

CURCUMA

- POUR PEAUX :**
- . Ternes, Fatiguées
 - . Manquant de vitalité
 - . Sensibles
 - . Grasses
 - . Acnéiques

ARGAN

- POUR PEAUX :**
- . Déshydratées
 - . Matures
 - . Manquant de tonus
 - . Normales
 - . Bébé

MARSEILLE

- POUR PEAUX :**
- . Irritées
 - . Sèches
 - . Sensibles
 - . Matures
 - . Bébé

JOJOBA

- POUR PEAUX :**
- . Bébé
 - . Mixtes, Acnéiques
 - . Ridées
 - . Cellulites
 - . Normales

LAURIERS

- POUR PEAUX :**
- . Grasses
 - . Irritées
 - . Sensibles
 - . Bébé
 - . Matures
 - . Anti-poux

AVOCAT

- POUR PEAUX :**
- . Déshydratées
 - . Dévitalisées
 - . Fissurées
 - . Desquamées
 - . Distendues

LINIMENT OLEO-CALCAIRE

- PROPRIETES :**
- * Protège les fesses des bébés
 - * Soigne les erythèmes, allergies
 - * Sert de démaquillant et de lait
 - * Apaise les eczéma
 - * Soigne les escarres
 - * Protège les fendillements des mamelons

ANTI INFLAMMATOIRE ET DOULEURS

- SOULAGE :**
- . Rhumatismes
 - . Courbatures
 - . Tendinites
 - . Arthrose
 - . Mal de dos
 - . Rage de dents
 - . Circulation sanguine

**SAVONS 100% NATURELS
AUX HUILES PRECIEUSES**

« OSEZ LE NATUREL, CE N'EST PAS UN LUXE ! »

INFORMATIONS : 032 07 556 03 Mail : ikimoira@gmail.com Facebook : produits cosmetiques naturels



@bilaldesentreprises



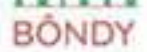
bilaldesentreprises-fdmm.webnode.fr



bilaldesentreprises.fdmm@gmail.com



PARTENAIRES



PARTENAIRES



Planète France Madagascar

COURRIEL : planete.france.madagascar@gmail.com
PAGE FACEBOOK : [@pfm.planete](https://www.facebook.com/pfm.planete)

Propriété Saint Denis
près de Malagasy Minéral
Ambatofotsy AMPANDRIANOMBY
BP 203 Antananarivo 101
(+261) 0 20 22 597 96

Demande de Visa Mariage
 Lettre collaborative
 Scolarité
 Certificat de Nationalité Française
 Etat-civil

Conseils Renseignements Informations

RENDEZ VOUS



Contact

22 597 96

033 50 640 99

Email

planète.france.madagascar@gmail.com



Planète France Madagascar



Le billet des entreprises

Service mailing

Le billet des entreprises vous propose un service mailing auprès de l'ensemble de ses abonnés.

Nous mettons ainsi à votre disposition plus de 2000 adresses sélectionnées VIP.

Ce mailing vers un public très ciblé vous permettra de développer vos activités vers des clients potentiels.

Contacteur : billetsdesentreprises-fdmm@gmail.com

La fréquence sera établie selon votre choix, devis fourni à la demande.



 billetsdesentreprises.com

Mail: billetsdesentreprises.fdmm@gmail.com

Ambatofotsy AMPANDRIANOMBY, BP 203 Antananarivo 101, Tél 22 597 96 - 033 50 640 99



mailing

mailing

le billet des entreprises

un magazine VIP pour des pub VIP



ANNONCES PUBLICITAIRES

Le Billet des Entreprises
est ouvert aux annonceurs.

Contactez-nous
(00 261) 20 22 597 96
(00 261) 33 50 640 99

billetdesentreprises.fdm@gmail.com

regie.billetdesentreprises@gmail.com